



# Culture Presse

Union des commerçants des loisirs et de la presse

---

## Rémunération des marchands de presse : révision des modalités de calcul et de perception des majorations de taux de commission des marchands de presse

Contribution – Janvier 2025

---

Seule Organisation professionnelle représentant les intérêts des Marchands de presse au plan national, au sens du droit du travail, Culture Presse a vocation à fédérer l'ensemble des spécialistes indépendants. **Forte de près de 50 ans d'existence ; de ses milliers d'adhérents et de ses représentants de terrain**, elle est l'interlocuteur historique des pouvoirs publics et des acteurs de la filière, avec lesquels elle a contribué à construire le statut et l'économie de ces commerçants indépendants – maillon essentiel du lien social et de la diffusion de la presse partout en France.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2019-1063 réformant la loi 47-585, dite loi Bichet, **l'Arcep envisage de prendre une décision permettant d'ajuster à court terme le dispositif actuel de rémunération des marchands en agissant sur certains seuils et sur le rythme de perception des compléments de rémunération**, le temps de mener à bien les travaux nécessaires à une réflexion en profondeur, et sollicite l'avis des professionnels du secteur.

La présente contribution est présentée par le Bureau national de notre Organisation professionnelle. Elle reflète la position des élus de Culture Presse et s'inspire des débats du Congrès 2024 de l'organisation professionnelle, au cours duquel les représentants de nos adhérents ont pu afficher les attentes du réseau en matière de rémunération.



## CONTEXTE

---

### Une question d'attractivité

La présente consultation publique lancée par l'Arcep - dans le cadre de l'article 21 de la loi Bichet modifiée – **ne peut s'envisager sans la replacer au cœur même d'un contexte global** dans lequel s'inscrivent les mesures envisagées.

**Il s'agit en effet d'assurer l'attractivité du dernier maillon** de la chaîne qui relie l'éditeur au lecteur final – **et particulièrement du seul acteur qui soit en contact direct avec le citoyen consommateur**. En développant le contexte des décisions envisagées, l'Arcep a parfaitement documenté cette nécessité, dont il n'est pas exagéré de dire **qu'elle conditionne l'avenir de la vente au numéro et la pérennité** du secteur de la presse imprimée tout entier.

**Ce sujet reste une priorité aux yeux de notre organisation professionnelle** représentative, tant l'urgence est grande. Nous notons avec satisfaction qu'il en est de même pour l'Autorité de régulation, qui a fort justement **lié l'attractivité du métier de marchand aux objectifs** exprès de la Loi 2019-1063 en matière de pluralisme ou de continuité territoriale.

Nous avons déjà développé l'importance de cette attractivité dans notre contribution de juillet 2023. Pour les marchands spécialistes indépendants, évidemment, mais pour la filière toute entière, pour l'économie des éditeurs notamment. On s'y reportera utilement, et les principaux arguments sont repris en annexe de la présente contribution à toutes fins utiles.

### Un projet de décision à replacer dans un contexte plus large

Culture Presse participe activement aux travaux de l'interprofession autour de la **revalorisation de la rémunération des spécialistes indépendants**, engagés à la demande de l'Autorité et placés sous son égide. Nous poursuivons là **un triple objectif, de simplification, d'accélération et d'amplification des compléments de rémunération** versés aux 8 880 indépendants spécialistes – représentant 50% des ventes – ciblés par l'Arcep.

**Nous espérons évidemment voir aboutir ces discussions**, dans les délais et dans le cadre fixé par l'Autorité, soit une augmentation de la rémunération de base des spécialistes ciblés d'au moins 2 à 4 points. Mais nous n'oublions pas que la Loi a confié une compétence exclusive à l'Arcep sur ce sujet – et qu'elle aura à valider les résultats de ces négociations ou à fixer la rémunération des marchands si aucun consensus ne devait en résulter.

### Une réflexion importante, pour l'avenir

Les mesures proposées s'inscrivent dans un mécanisme de correction du dispositif actuel de rémunération des marchands de presse. D'évidence, les travaux en cours devraient apporter des modifications substantielles à ce dispositif. Notre organisation professionnelle



s'est d'ores et déjà prononcée pour un regard critique de la pertinence de chacun des critères existants, à l'aune des réalités du moment et des objectifs poursuivis. Elle n'a pas manqué d'afficher sa préférence pour une rénovation du dispositif, de préférence à une simple évolution indicielle qui se contenterait de déplacer des curseurs.

Pour autant, Culture Presse ne méconnaît pas **l'importance de statuer sur la révision des modalités de calcul et de perception des compléments de rémunération**. D'abord parce que rien n'est figé quant aux évolutions qui seront apportées. Ensuite, parce que les inévitables délais de discussion et de transition vers un nouveau dispositif de rémunération laissent un espace de temps pendant lequel la rémunération des spécialistes ne saurait se dégrader excessivement en ajoutant à la réduction d'assiette une diminution du taux qui lui est appliquée.

Enfin, Culture Presse tient à souligner que **l'objet de cette consultation publique permet aussi de mettre en lumière deux principes essentiels pour l'avenir** : d'une part la nécessité de prévoir des mesures d'indexation pour assurer la sécurisation du taux de commission et des revenus des indépendants spécialistes – et d'autre part, de répondre à l'attente de ces marchands en matière d'accélération de la perception de leurs revenus tirés de la presse. Deux principes qui doivent trouver leur place dans les discussions en cours de l'interprofession.

## **INDEXATION DES SEUILS DES MAJORATIONS LIÉES AU CHIFFRE D'AFFAIRES**

---

### **Amortir la tendance de marché : une évidence**

Il est une évidence sur laquelle chacun peut se retrouver : dans un marché constamment orienté à la baisse, le dispositif de rémunération pensé en 2013 présente une tendance structurelle à dégrader dans le temps les taux de commission des marchands de presse.

Ainsi, les données consolidées par la CRDP fin 2024 permettent-t-elles de constater que **le taux moyen de commission des spécialistes indépendants sur la vente de publications s'établissait à 20%**. Si l'on tient compte de l'ensemble du marché, en intégrant quotidiens et encyclopédies, le taux réel de rémunération du marchand indépendant spécialiste se situe autour de 19%.

De fait, en 2014, **toutes les hypothèses avaient été construites pour porter la rémunération moyenne autour de 21% pour les publications** et au-delà de 20% sur l'ensemble des produits pour ce segment de points de vente. Dans tous les cas, on constate ici le glissement qui s'est produit. **En 10 ans, le réseau des qualifiés a vu son taux de rémunération nette baisser d'au moins 1 point, quand l'assiette à laquelle s'applique ce taux a elle-même baissé de quelque 32%**, et la VMF moyenne par point de vente, de 12% entre 2017 et 2021, selon les données publiées par l'Arcep en 2023.



## Une indexation portée par Culture Presse

Sur le fondement de cette érosion tendancielle des taux de commission des spécialistes indépendants, dans un marché en baisse structurelle, Culture Presse a déjà pu exprimer son regret que des mesures d'indexation n'aient pas été intégrées aux accords signés en 2013.

Nous n'avons donc cessé d'exprimer auprès de nos interlocuteurs la nécessité de prendre des mesures d'urgence, afin de faire cesser la lente érosion des taux de commission qui afflige les marchands spécialistes indépendants. Un discours porté auprès du Ministère, des parlementaires, des éditeurs mais aussi des SADP.

Au Congrès annuel 2023 de notre Organisation professionnelle, regroupant 150 délégués venus de toute la France pour y représenter les adhérents, nous avons organisé une table-ronde réunissant les acteurs de la filière. Ainsi, le régulateur, les deux SADP et les dépositaires ont-ils pu participer à un débat sur la situation du réseau des marchands de presse avec nos délégués. **L'attractivité et l'économie des points de vente étaient au menu. A cette occasion, nous avons proposé à la profession notre vision d'une « fusée à deux étages ».**

Il s'agissait très clairement d'adopter une démarche réaliste avec une mesure d'urgence à prendre immédiatement en agissant sur les seuils – et parallèlement d'adresser le sujet de manière plus fondamentale, afin de refonder la rémunération des marchands de presse à l'horizon 2025.

À la mi-2023, l'Arcep avait lancé une consultation publique pour proposer une mesure d'ajustement des seuils de chiffre d'affaires pour toutes les catégories de points de vente. La totalité des acteurs représentatifs qui se sont exprimés ont reconnu la légitimité de la démarche proposée par l'Arcep et le bien-fondé d'une proposition d'indexation. Si des débats ont pu porter sur l'ampleur de la réduction des seuils, telle que calibrée par l'Autorité, le fond a fait consensus. Les mêmes arguments qu'en 2023 restent donc parfaitement justifiés – et nous ne doutons pas qu'un consensus soit à nouveau constaté autour de l'opportunité de réviser cette modalité de calcul. **Naturellement, Culture Presse reste quant à elle parfaitement alignée sur ce point avec l'Arcep.**

## Un mode de calcul qui apparaît répondre à l'objectif recherché

Si le principe même d'une indexation des tranches de chiffre d'affaires visant à corriger les effets du marché global sur le taux de commission individuel du marchand de presse devrait faire consensus, l'ampleur exacte de cette révision peut éventuellement faire débat entre les différents acteurs de la filière. Aux yeux de Culture Presse, il n'en est rien.

**Le dimensionnement de la révision des seuils doit pouvoir s'appuyer sur un calcul qui fasse sens pour tous. Une donnée objective, fondée sur une data incontestable.** D'évidence, la mesure proposée vise à corriger les effets – dans le temps – de l'attrition du marché, en valeur.



**Le mode de calcul ne peut donc s'appuyer que sur une constatation de cette évolution de marché. Une évolution qui ne peut être que globale**, et non individualisée au niveau du marchand. Essentiellement parce l'action individuelle de chaque marchand, et l'évolution de sa zone de chalandise, le positionne au-dessus ou au-dessous de cette tendance globale, y compris sur des critères subjectifs ou des circonstances extérieures. Le même raisonnement se tient au niveau des segments de points de vente. Évidemment, il pourrait être tentant de calibrer la révision des seuils en fonction du seul segment concerné. La donnée serait plus complexe à recueillir avec objectivité, et à consolider du fait du secret des affaires auquel les SADP sont attachées. Mais surtout, cela reviendrait à favoriser les segments de points de vente les moins performants, en leur octroyant une révision plus importante. Un paradoxe qu'il convient d'éviter afin – au contraire – de valoriser la performance individuelle. Une régionalisation des données pourrait également séduire certains acteurs de la profession. Objectivement, cela repose là aussi sur une réalité ; certaines régions se révélant plus dynamiques sur le plan de la démographie et de l'économie. Mais cela compliquerait fortement la mise en œuvre d'une mesure simple et facilement applicable.

Au final, l'Arcep nous propose de prendre en compte la donnée objective qu'elle recueille déjà auprès des SADP afin de réutiliser des processus de collecte et de partage d'information existants. Elle publie ainsi les VMF globales dans le cadre l'application des règles de répartition des coûts mentionnés au 3° de l'article 18 de la loi Bichet modifiée. Elle est en mesure de comparer cette VMF d'une année sur l'autre.

**Culture Presse estime que cette donnée répond aux objectifs de transparence et de mesure juste de l'évolution du marché.** Elle soutient donc son utilisation en l'espèce. La formule de calcul proposée par l'Arcep en annexe de son projet de décision nous convient par ailleurs. Nous avons noté que cette formule induit un décalage des périodes de référence (pour utiliser la dernière année consolidée – en l'occurrence 2023 pour cette décision), mais nous estimons que les effets de l'attrition de marché peuvent être corrigés sur la longue période, sans que cela nuise aux intérêts des marchands. De même, pour des raisons de lisibilité, nous approuvons l'arrondi à la centaine d'euros la plus proche, de l'ensemble des bornes de chiffre d'affaires ainsi définies.

Nous avons bien noté la proposition de l'Arcep de baisser les seuils de chiffre d'affaires de 4,31% pour les ventes réalisées en 2025, en application des modalités de calcul proposées.

### **Une automatisation de l'indexation bienvenue**

**La décision projetée prolonge l'effet d'une décision de l'Arcep en ce sens, datée de l'été 2023.** En ce sens, elle assure une permanence de l'action de l'Autorité que nous tenons à souligner. **Les raisons qui ont conduit à adopter une telle décision ne sont pas seulement conjoncturelles, mais relèvent d'une tendance de fond.** Il est donc essentiel de prendre en compte ce caractère permanent, afin d'y répondre dans la durée.



C'est pourquoi la proposition de l'Arcep de pérenniser ces mesures ponctuelles en dispositif de révision automatique a tout le soutien de notre Organisation professionnelle. L'occasion d'attirer l'attention de l'interprofession sur l'absolue nécessité de prévoir des dispositifs de révision indiciaire dans tout accord relatif à la rémunération des marchands de presse qui pourrait être négocié à l'avenir – et singulièrement aux discussions en cours.

Culture Presse s'est déjà prononcée, ci-avant, sur les modalités de calcul que l'Arcep se propose de retenir pour réviser les seuils de chiffre d'affaires des marchands. Notre appréciation favorable de ces modalités s'étend évidemment à leur utilisation dans le cadre d'une mesure d'indexation automatique.

## MODIFICATION DU CALENDRIER DE VERSEMENT DES MAJORATIONS

---

### Un objectif d'accélération de la perception qui est partagé par Culture Presse

Culture Presse a abordé les négociations interprofessionnelles voulues par l'Arcep sur la rémunération des marchands spécialistes indépendants avec trois objectifs majeurs, condition à nos yeux du succès de tout accord à venir : **simplification, accélération, amplification**. Ces trois objectifs majeurs sont indissociables. Le projet de décision de l'Arcep, objet de cette contribution publique, vise aussi à modifier le calendrier de versement des compléments de rémunération ; apportant une résonnance bienvenue à notre objectif d'accélération.

La plupart des marchands indépendants spécialistes sont demandeurs d'un changement de système de facturation. Nous l'avons du reste déjà affirmé lors de États généraux de la presse française – et en juillet 2015, en contribuant à une consultation lancée par le Conseil supérieur des messageries de presse.

Le découpage entre rémunération de base et compléments de rémunération est le fruit de l'histoire, mais surtout de contraintes techniques. Notre système de facturation est construit sur une logique de facturation dite top down. Le dépositaire est facturé par la SADP, déduction faite de sa commission et de celle des marchands. Le crédit des invendus se réalise de même. Pour en changer, il faudrait pouvoir affecter à chaque marchand ses exemplaires livrés, à son propre taux de commission, et identifier de même les flux d'invendus. Autrement dit, il faudrait changer complètement le système de facturation. Ceci est bien connu de la profession, y compris de Culture Presse, mais il convient d'y apporter des solutions.

### Une nécessité pour les marchands les plus spécialisés notamment

Pour autant, bien que les explications techniques en soient connues, ce système n'est pas satisfaisant pour les marchands. Ils ne comprennent pas pourquoi, à l'heure de l'immédiateté, dans ce siècle technologique, ils sont facturés de flux. **L'ensemble est difficile à reconstituer et à contrôler et déconnecté du rythme des encaissements.**





De manière très claire, et alors que les commerces de presse constituent de très petites entreprises, le rythme de perception de l'intégralité de la commission sur les ventes par les entreprises est largement déconnecté du cycle de paiement de leurs charges. Les premières ventes d'un trimestre donné sont ainsi commissionnées avec neuf mois de décalage. Ces entreprises à l'économie modeste ne peuvent le supporter sans mal.

**C'est d'autant plus vrai – paradoxalement – pour les points de vente les plus spécialisés ;** ceux-là même qui sont les plus contributeurs aux ventes, et que les éditeurs ont voulu accompagner. Il suffit ici de rappeler qu'un point de vente dont le taux de commission publications est de 26% ne perçoit que la moitié de sa marge au fur et à mesure de son exploitation, le solde intervenant à terme échu, après le semestre et le temps nécessaire pour calculer son complément de rémunération. Plus le point de vente est spécialisé, moins sa trésorerie est avantageuse.

À cela s'ajoute une relative incertitude sur la marge commerciale dont le commerçant bénéficiera au final. Le délai, ajouté à la complexité des critères ne permet guère de se projeter ; retarde et complique la prise de décision pour des investissements, sans parler évidemment des explications à fournir à l'établissement bancaire sollicité pour accompagner ces projets.

### **Des solutions en cours de discussion et une décision qui sécurise**

L'Arcep se propose de prendre une décision imposant que la plus grande part des compléments de rémunération soient payables au plus tard à la même date que les commissions de base. **Nous soutenons naturellement cette proposition, qui répond aux attentes exprimées de longue date par l'organisation professionnelle.**

**Dans le cadre des échanges entre acteurs de l'interprofession,** provoqués par l'Arcep, en vue de rechercher un accord autour de la rémunération des marchands spécialistes indépendants, le sujet du rythme de perception a bien été adressé. Une proposition à l'initiative de José Ferreira a été évoquée, visant à individualiser les taux de commission de chaque marchand, et donc à verser au fil de l'eau les commissions au taux net de chacun. **Les acteurs de l'interprofession ont d'ores et déjà acté le fait que les équipes des SADP, en charge de l'informatique et des finances puissent avancer sur cette voie sans attendre.**

Il y a là matière à se réjouir, et il est très vraisemblable que cette solution puisse apporter le même service que celui attendu du projet de décision qui est l'objet de la présente contribution – et même d'être mieux-disant. **Dans l'attente, et afin de disposer d'une garantie d'évolution, il va de soi que la décision de l'Arcep sur ce sujet se justifie toujours pleinement.** Elle a également le mérite de **fixer un délai maximum** à la mise en œuvre d'une accélération du paiement des commissions, même si le délai technique à un tel bouleversement peut sembler long aux yeux des marchands.



## ANNEXE : l'attractivité du métier de marchand, condition de la pérennité du secteur.

---

Faute d'attractivité, ces commerces de presse se déspecialisent ou disparaissent. C'est ainsi un outil important pour l'économie des éditeurs qui s'affaiblit chaque année.

Rappelons à cet égard que **la vente au numéro constitue une part essentielle de la diffusion en exemplaires des titres** – notamment magazine – et **que tous les lecteurs-acheteurs ne contribuent pas de la même manière au modèle économique des éditeurs** : il faut jusqu'à 15 abonnés numériques pour apporter la même marge qu'un acheteur au numéro (l'abonné papier bénéficie par ailleurs d'une remise substantielle), **et les ressources issues de la publicité s'inscrivent dans un facteur de un à dix en faveur du print.**

Toute la filière a intérêt à consolider le lieu de vente où se constate le dynamisme de l'offre éditoriale et qui contribue largement à l'économie des titres. Les pouvoirs publics et les collectivités ont intérêt à voir subsister ces commerces culturels de proximité qui contribuent à l'aménagement du territoire. Enfin et surtout, c'est l'intérêt du citoyen-lecteur qui est en jeu, au travers de son accès à la culture, ferment d'un modèle de respect de l'autre qui contribue à la démocratie autant que l'accès à une presse pluraliste d'information.

Chaque point de vente qui ferme ou qui abandonne l'activité presse est une perte irréparable pour la filière. La profession a pu constater que lors de la fermeture d'un point de vente, seuls quinze pour cent de ses ventes se reporte sur les points de vente alentour.

Il convient de rappeler que **ce réseau est partagé entre différentes activités**. Et parmi elles, force est de constater que **la presse y est souvent critiquée** pour sa gestion complexe et chronophage, pour un certain manque de considération à l'égard de celui qui est au bout de la chaîne, et pour une absence historique de dialogue commercial – même s'il faut laisser l'assortiment et la régulation des quantités se déployer pour espérer un changement fondamental sur ce point.

Au-delà de la pratique du métier, l'attractivité se mesure également par la place de la presse dans **le modèle économique des marchands de presse**. Et ceux-ci estiment communément travailler pour une rentabilité très insuffisante. Une critique qui s'appuie sur la comparaison avec d'autres activités pratiquées par chaque commerçant lui-même – **et donc sur une expérience personnelle concrète.**

À la clé, un spécialiste de la presse qui n'hésite plus à réduire drastiquement le métrage linéaire développé consacré à cette activité, voire à la supprimer purement et simplement dans son commerce. Pire encore, une attractivité insuffisante pour des entrepreneurs en recherche d'un fonds de commerce **qui aboutit trop souvent à la disparition de magasins spécialistes** faute de repreneur. Plus la presse est présente dans le modèle économique du fonds à reprendre, plus ce risque est grand. Un paradoxe quand on retient avec l'Arcep que ce sont ces points de vente spécialistes indépendants qui sont les plus attractifs pour la clientèle (étude CSA-Arcep 2023).